

La décolonisation de l'Indochine française : des mots et des choses ou les habits neufs de la dépendance

lundi 3 août 2009, par [BROCHEUX Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : juillet 2009).

Résumé : la fin de la colonisation française en Indochine a eu lieu au terme d'un conflit militaire tragique. La décolonisation a-t-elle été réelle et complète ou a-t-elle substitué une autre forme de dépendance à la précédente ? Celle-ci engendre-t-elle une re-colonisation par un transfert de domination ou l'apparition d'une nouvelle forme historique de l'interdépendance des sociétés humaines ?

Sommaire

- [Première proposition : la \(...\)](#)
- [Deuxième proposition : une \(...\)](#)
- [Colonialisme latent ? néo-colo](#)

L'étude empirique de la fin de la domination française en Extrême-Orient démontre-t-elle que l'indépendance d'un pays pouvait être réelle dans le monde de la seconde moitié du 20^e siècle où l'interdépendance économique et financière de tous les pays abordait une étape nouvelle marquée par son renforcement ? Cette question sera présente tout au long de notre commentaire sur la décolonisation de l'Indochine française. En outre, l'historiographie est un test de la validité de certains concepts couramment utilisés dans la période 1945-1991.

Notre développement repose sur trois propositions : 1. Le système colonial est son propre fossoyeur 2. en Indochine, la fin de la colonisation se déroule de façon dramatique et ne facilite pas la décolonisation 3. le colonialisme n'y a pas cédé la place au néocolonialisme mais l'environnement géopolitique est lourd de tentations et de menaces d'hégémonie.

Première proposition : la colonisation est grosse de la décolonisation

Pour reprendre l'image dialectique du phénomène qui engendre son contraire, la domination coloniale porte sa fin en elle. Lorsque le Second empire et la Troisième république entreprennent la conquête des pays de la péninsule indochinoise, ils ont pour but primordial la mainmise sur les sources de matières premières et la capture de marchés et pour ce faire, l'occupation de positions-clés dans l'espace géostratégique. La compétition dans ces domaines ne date pas d'aujourd'hui [1].

La « mise en valeur des ressources » nécessitait la soumission des populations à l'ordre colonial et par conséquent la mise sous tutelle des monarchies viet, khmère et lao, l'instauration d'un

encadrement administratif et policier. Mais elle appelait aussi un système d'enseignement et de formation professionnelle moderne destiné à créer une armée de travailleurs et à gagner les esprits.

Par conséquent la revendication primordiale des Indochinois était recouvrer l'indépendance politique et restaurer les états dans leur intégrité passée. Cette revendication se nourrissait de la mémoire d'un passé historique parfois grandiose par la puissance militaire, l'expansion territoriale des monarchies mais également le rayonnement de leur civilisation (l'empire angkorien, le Dai Viêt). La colonisation est un phénomène antérieur à la conquête française : les Viêt ont conquis et colonisé, au sens propre du terme, les terres du Champa (au centre de la péninsule) et celle du Cambodge (dans le delta du Mékong).

Les porteurs de l'idéal d'indépendance furent les nouvelles catégories sociales, produits de l'ingénierie coloniale à commencer par l'intelligentsia au sens large du terme que l'on appelait à l'époque « les évolués ». Ces hommes et ces femmes furent d'abord les acteurs d'une décolonisation culturelle : utilisant délibérément le *quoc ngu* (transcription de la langue viet avec l'aide de l'alphabet latin) comme moyen d'expression et de communication. À partir des années 1920, le *quoc ngu* fut l'instrument d'un journalisme d'opinion vivant et, à partir des années 1930, celui d'une littérature moderne : roman social, roman de mœurs, poésie qui rompt avec les canons de la poésie chinoise, théâtre rénovée. À la veille de la seconde guerre mondiale, une vaste campagne d'alphabétisation est engagée dans la population vietnamienne, prélude à la vietnamisation complète de l'enseignement et de la culture lorsque fut proclamée la République démocratique du Viet Nam en septembre 1945. Le gouverneur général A. Varenne voyait dans cette élite « un tiers-état indochinois auquel il faudra donner sa place si nous voulons éviter qu'il nous la réclame », l'avertissement datait de 1927 [2]]. En 1941-1945, la politique vichyste du gouverneur général J. Decoux en direction de la jeunesse et par l'exaltation les identités culturelles des nations indochinoises, accentua la maturation des nationalismes (y compris au Cambodge) [3]. La réponse des évolués et de l'ensemble de la population fournit la clé de l'évolution vers l'indépendance. Il est vrai que la culture matérielle et spirituelle fut imposée par les Français mais elle proposait, entre autres options, une tradition scientifique et démocratique apte à séduire les Indochinois et à leur inspirer la modernisation de leurs propres cultures. La victoire du mouvement indépendantiste vietnamien - qui fut le moteur de la décolonisation dans toute la péninsule - est dû à l'acceptation de la transculturation et non à son rejet.

Les transformations de l'économie, les changements de la société, des esprits et des mœurs sont englobés dans la sphère du politique. Les Vietnamiens entretenaient la mémoire d'un état monarchique édifié au 10^e siècle contre une domination chinoise séculaire et qui atteignit son apogée au 19^e siècle relativement peu de temps avant que le pays ne fut lui-même soumis à la domination française. Cette mémoire nationale avait entretenu la résistance à la conquête relayée par un mouvement indépendantiste moderne. L'évolution de ce mouvement a eu une influence déterminante sur les modalités de la décolonisation, en effet, à partir de 1930-1931, les événements de Yen Bay (Tonkin), du Nghe tinh (Nord-Annam) et de la Cochinchine assurent la prédominance du parti communiste indochinois, section de la Troisième Internationale, autrement dit du courant radical et révolutionnaire, sur les courants conservateur et réformiste des lettrés et de la bourgeoisie, tenants d'une évolution graduelle. Cet acteur de la vie politique installe une contradiction durable dans les buts stratégiques du mouvement national : la contradiction entre le rassemblement unitaire de tous les Vietnamiens et la lutte des classes qui les divise. La contradiction fut très délicate à assumer pendant quatre décennies, *grosso modo* de 1945 à 1995.

Deuxième proposition : une décolonisation dramatique

La deuxième guerre mondiale fut une période décisive pour la marche à l'indépendance pour trois raisons : la défaite de la France en juin 1940 amorça l'érosion de l'autorité française, la présence imposée des Japonais (en 1941) la précipita et mit fin à la domination coloniale en mars 1945, l'organisation, à partir de 1941, d'un réseau de forces politico-militaires (Ligue pour l'indépendance du Viet Nam/Viet Minh et groupes armés de guérilla) permit au Parti communiste indochinois de prendre le pouvoir en août 1945 [4].

Le gouvernement de la France libérée sous la direction du général de Gaulle, avec probablement l'approbation de la majorité de l'opinion, voulait restaurer la souveraineté française dans toutes ses colonies. Il était convaincu que seule la stature impériale de la France pourrait redonner à celle-ci sa place dans le concert des grandes puissances. Cependant, le général de Gaulle n'envisageait pas de retourner au statu quo, la conférence de Brazzaville (janvier 1944), destinée essentiellement aux colonies d'Afrique, prévoyait une participation plus grande des colonisés à l'évolution de leurs pays mais sous la houlette de la France et selon une orientation décidée par celle-ci, il n'était pas question d'indépendance ; la déclaration du 24 septembre 1945 sur l'Indochine allait dans le même sens mais se situait dans les mêmes limites et ne tenait aucun compte des sentiments ni des revendications des nations de la péninsule c'est à dire principalement des Vietnamiens ; le plan d'industrialisation de l'Indochine mis au point à l'initiative du gouvernement de Vichy était destiné à entrer en application (s'il l'avait été, il aurait sans doute rendu pertinent le concept de néo-colonialisme).

Il y avait sur ce point une différence notable entre la vision française de l'avenir des colonies, notamment en Asie et les conceptions anglo-saxonnes. Les Philippines étaient érigées en Commonwealth en 1936 et les États Unis avaient promis l'indépendance aux Philippines pour 1946 ; l'Inde britannique était administrée par une dyarchie où les Anglais tenaient les rênes au centre et les Indiens prenaient part à l'administration des provinces. Le passage des Japonais aux Philippines, la résistance indienne pendant la seconde guerre alors que les Japonais étaient aux portes de l'Inde furent autant d'événements qui conduisirent les Alliés à se dessaisir de leur pouvoir sur leurs colonies. D'autant que les Anglo-saxons sortaient vainqueurs du conflit mondial tandis que, par contraste, la France devait compenser une défaite et restaurer une grandeur perdue.

Ce projet de restauration impériale se heurtait à une situation de fait : les Japonais avaient rendu leur indépendance aux trois monarchies indochinoises (en avril 1945). Cette indépendance était certes formelle mais s'inscrivant dans une conjoncture de défaites nippones successives elle s'ouvrait sur la perspective d'une proche capitulation du Japon (qui eut lieu quatre mois plus tard, en août 1945). Elle fut seulement symbolique mais porteuse d'un charge d'effets à retardement. Au Viet Nam, l'empereur Bao Dai abdiqua et Ho Chi Minh, leader communiste, proclama l'instauration de la République démocratique du Viet Nam indépendante, le 2 septembre 1945 [5].

Après une guerre qui dura neuf ans, quatre états furent instaurés après les accords de Genève (1954) : la République démocratique du Viet Nam au nord du 17^e parallèle et la République du Viet Nam au sud, les royaumes du Cambodge et du Laos. Ces quatre états détenaient les principaux attributs de la souveraineté politique, seuls les deux Viet Nam n'étaient pas représentés à l'ONU. Afin de s'affranchir de la sujétion économique liée au statut de colonie, les états s'engagèrent dans un processus de développement en même temps que de diversification des forces productives dans la mesure où elle pouvait disposer de ressources naturelles suffisantes et mobiliser des capitaux. Un développement conçu comme la reproduction du modèle occidental qu'il soit « capitaliste libéral »

ou soviétique place un pays dans la dépendance plus ou moins rigoureuse des investisseurs étrangers ; en outre, s'il choisit la politique de *l'export-led economy* au lieu de la *Import substitution-led economy*, il devra assurer des débouchés à sa production et affronter la concurrence d'autres pays ayant choisi la même politique [6].

La république démocratique du Viet Nam amputée du territoire au sud du 17^e parallèle entre dans la voie d'une économie dirigée avec l'intention de passer au socialisme de type soviétique. Elle s'efforce de créer une économie introvertie (*inwards-looking*) avec un système d'échanges fondé essentiellement sur le troc. Les états socialistes lui dispensent une aide gratuite ou remboursable en nature pour lui éviter la subordination à l'impérialisme étranger autrement dit au néo-colonialisme selon une vision conforme à la théorie de Lénine. L'État devient le propriétaire des moyens de production détenus antérieurement par les individus ou les sociétés coloniales (charbonnages du Tonkin, usines textiles de Namdinh, cimenterie de Haiphong, concessions agricoles).

Dans le sud, la république du Viet Nam, ainsi d'ailleurs qu'au Cambodge et au Laos, les Français conservèrent jusqu'en 1975 des intérêts économiques importants : plantations d'hévéas (74 000 sur 80 000 hectares rien qu'au Viet Nam) mais également des entreprises industrielles comme les Brasseries et Glacières d'Indochine, des laboratoires pharmaceutiques et quelques PME classées aux premiers rangs par le volume et surtout la valeur de leur production (300 entreprises étaient enregistrées à la chambre de commerce française de Saïgon en 1960). Il faut y ajouter un important réseau d'enseignement primaire et secondaire, des établissements sanitaires.

Cependant, la toute puissante Banque de l'Indochine qui possédait le privilège de l'émission monétaire et avait fini par contrôler l'économie indochinoise après la grande dépression des années 1930, n'exerçait plus sa suprématie. Elle n'était plus présente que par sa succursale, la Banque française de l'Asie, une banque étrangère parmi d'autres. En 1955, le Sud Viet Nam sortit de la zone franc pour entrer dans la zone dollar. Pour mettre fin au condominium économique franco-chinois de la période coloniale, le gouvernement de Ngo Dinh Ziem pratiqua une politique de « nationalisation » économique sans violence radicale, il légiféra et réglementa afin de réserver les principales branches de l'économie à ses nationaux. Dans ce but, un décret de 1956 réservait l'exclusivité de onze métiers aux Vietnamiens, la mesure était destinée à écarter les Chinois de secteurs économiques et professionnels où ils étaient majoritaires. D'autre part, les décrets agraires de 1957 exclurent complètement les Français de la riziculture où ils possédaient 254 000 hectares ; ce fut le gouvernement français qui indemnisa les riziculteurs français d'une façon que, d'ailleurs, ceux-ci jugèrent insuffisante.

La guerre qui reprit à partir de 1960 et qui s'étendit aux deux pays voisins eut pour résultat l'interférence croissante et pesante des grandes puissances en compétition depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. L'intervention américaine au Sud Viet Nam prit une tournure hégémonique par le fait que l'état sud vietnamien était entré dans la zone dollar, que ses échanges commerciaux l'avaient placé dans l'orbite américaine. Sous la présidence d'Eisenhower (1953-1961) le Trésor américain fournissait 85% du budget militaire du Sud Viet Nam qui lui-même représentait le 2/3 du budget total du Sud. Jusqu'à ce que l'administration Nixon revint à la vietnamisation (vers 1970), le gouvernement sud-vietnamien ne gouvernait pas et les Vietnamiens ne géraient plus leur économie.

Ces cinq années d'intervention militaire massive des Américains avait créé un régime d'exception qui démotiva les Sud vietnamiens et fit apparaître le rôle des États Unis comme celui d'un *hégémon* - au sens originel - prêtant le flanc à l'accusation de néo-colonialisme. Lorsque les 580 000 soldats américains eurent quitté le Viet Nam après les accords de Paris signés en 1973, le gouvernement sud vietnamien prit des initiatives tardives telles que la réforme agraire de 1971 (entièrement prise en charge financièrement par les États Unis). Le gouvernement sud vietnamien avait repris sa

liberté de mouvement mais, lâché par les États Unis, il fut vaincu par le Nord Vietnam [7].

Le Nord Viet Nam, adversaire du Sud, eut aussi besoin de l'aide étrangère lors que les États Unis intervinrent en force dans le conflit qui l'opposait au sud. Il bénéficia de l'aide conjointe de l'Union soviétique, des pays socialistes européens et de la République populaire de Chine. Lors de la rupture entre la Chine et l'URSS, les Nord Vietnamiens purent jouer de la rivalité sino-soviétique, par conséquent, les pays communistes n'eurent pas barre sur les décisions des dirigeants nord vietnamiens pendant la guerre de réunification et ceux ci disposèrent d'une relative liberté de manœuvre stratégique. Comme son adversaire, il fut accusé d'être un satellite de la Chine ou de l'URSS.

Colonialisme latent ? néo-colonialisme ?

Lorsque les possessions européennes (colonies, protectorats et concessions à bail) disparurent d'Asie orientale et méridionale au cours des années 1950, les états-nations émergentes retrouvèrent les contentieux qui les avaient opposés les uns aux autres avant l'établissement de la *pax gallica* ou *britannica*. La décolonisation de l'Inde ne fut pas paisible, au moment de la partition entre Inde et Pakistan, 200 000 personnes périrent dans les massacres entre Hindous et Musulmans, 14 millions furent déplacées. La Birmanie et la Malaisie furent, elles aussi, les théâtres de tragédies. En Indochine, le rappel des souvenirs historiques y compris des haines passées, l'irrédentisme territorial et ethno-national prirent prétexte de litiges frontaliers, de discriminations ethniques ou de sécurité stratégique pour réveiller des tentations non pas colonialistes mais hégémoniques ou de mise sous influence des voisins. Même l'internationalisme communiste ne parvint pas à faire disparaître ces tendances et ces idéologies "grand Han", "grand Viêt", pan-khmer, pan-thai. Il en surgit des conflits militaires entre la Chine et la Viet Nam, entre celui-ci et le Cambodge ainsi que des mouvements autonomistes si ce n'est séparatistes des minorités ethniques, au Viet Nam mais aussi au Laos comme en Birmanie et aux Philippines.

Dans le cas du Vietnam et accessoirement du Cambodge et du Laos, la colonisation est un phénomène de dépendance et de domination, historiquement daté, qui a été déconstruit au milieu du 20^e siècle. Les Etats-Unis ont démontré par leur retrait du Viet Nam qu'ils n'avaient pas nourri un projet néo-colonial, au sens propre du terme, pas plus qu'en appliquant le Plan Marshall, ils n'avaient eu l'intention de coloniser l'Europe, pas plus que Taïwan et la Corée du Sud aidés et protégés par le même pays, n'étaient destinés à devenir des succursales ou des filiales du capitalisme américain.

L'indépendance est un slogan, ou une vue de l'esprit ou encore et au mieux doit-elle être conçue dans un sens relatif. En revanche, l'interdépendance des nations est un fait universel ainsi que l'inégalité et la dépendance qui peuvent en résulter et que la mondialisation est appelée à renforcer. Les dirigeants vietnamiens étaient conscients de l'interdépendance économique, ce fut la raison de leur adhésion au COMECON (Marché commun des pays socialistes dissout en 1991). Puis l'interdépendance diplomatique les conduisit à adhérer à l'ASEAN (Association des pays de l'Asie du Sud-est) en 1995. Dans la dernière décennie du 20^e siècle, le Viet Nam, ayant choisi l'économie de marché et orienté sa production vers l'exportation, a en conséquence, adhéré à l'OMC /WTO (Organisation mondiale du commerce) ainsi qu'à l'AFTA (Asean Free Trade Area) et à l'APEC (Asian Pacific Economic Cooperation). Finalement, L'indépendance ne serait-elle que le libre choix de son interdépendance ?

D'une part, le Viet Nam est politiquement indépendant surtout depuis le démantèlement du « camp socialiste » dans lequel les dirigeants Vietnamiens devaient subir les pressions et « suivre les

conseils » des Soviétiques ou des Chinois. À l'intérieur, l'État vietnamien a renoncé au tout-dirigisme mais il conserve le contrôle des secteurs-clés de l'économie comme celui de l'énergie et il n'a pas renoncé à sa capacité d'intervention. D'autre part et depuis (1986) qu'il est entré dans la « Rénovation » (*Đổi Mới*), le Viet Nam est tributaire des investisseurs capitalistes étrangers et des débouchés commerciaux pour ses productions. Par conséquent, toute crise économique ou/et financière extérieure se répercute chez lui, par exemple la « crise asiatique » de 1997 et aujourd'hui (2008-2009...) la crise mondiale l'atteint de façon sensible. Entre-temps, la dépendance vis à vis des marchés extérieurs comme celui des Etats Unis lui a fait subir les réactions protectionnistes américaines (textiles, chaussures, poissons-chats).

P.-S.

* Version révisée d'un article publié dans *Le Détour*, Revue des sciences humaines n°4, 2^e semestre 2004.

Notes

[1] P. Brocheux & D. Hémerly, *Indochine, la colonisation ambiguë. 1858-1954*, Paris, La Découverte, 2001.

[2] CAOM, Agence FOM 918 [CAOM= centre des archives d'Outre-mer, Aix en Provence

[3] E. Jennings, *Vichy in the Tropics. Petain's National Revolution in Madagascar, Guadeloupe et Indochine (1940-1944)*, Stanford University Presse, 2001.

[4] P. Brocheux, *Hô Chi Minh, du révolutionnaire à l'icône*, Paris, Payot, 2003

[5] P. Devillers, *Paris-Saïgon-Hanoï. Les archives de la guerre 1944-1947*, Gallimard-Julliard, Paris, 1988 ; J. Dalloz, *La guerre d'Indochine, 1945-1954*, Paris, Édit. du Seuil, 1987.

[6] Voir les articles de H. Tertrais et P. Brocheux dans *Du conflit d'Indochine aux conflits indochinois*, Complexe-IHTP, Paris, 2000.

[7] L. Cesari, *L'Indochine en guerres, 1945-1993*, Belin, Paris, 1995. J. Portes, *Les Américains et la guerre du Viet Nam*, Édit. Complexe, Bruxelles, 1993.